

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.922

**L'Alliance et le PCR appellent au rassemblement
devant la menace de la disparition de la canne à sucre
avec la fin du quota et du prix garanti du sucre**

Echéance 2017

«la plus grave crise économique,
sociale, politique et environnementale
de l'histoire de La Réunion»



25.000 hectares plantés en canne, 30.000 emplois directs et indirects, que deviendront-ils si François Hollande ne garantit pas les aides indispensables à la survie de la filière confrontée à la concurrence mondiale en 2017 ? (photo Toniox)

Canne à sucre: le gouvernement évitera-t-il la plus grave crise économique, sociale, politique et environnementale de La Réunion. Les données du problème sont connues, c'est le manque de compétitivité du sucre réunionnais par rapport à ses futurs concurrents. Sans des aides suffisantes, l'industriel est près à ne plus acheter de cannes. 30.000 emplois, 25.000 hectares sont en danger. Informés, les députés se taisent. François Hollande vient dans deux semaines, sera-t-il silencieux ou alors s'engagera-t-il fermement à garantir les aides? S'il ne le fait pas, ce sera la crise qui commencera par la fermeture de Bois-Rouge en 2018.



Hier, la conférence de presse. Ginette Sinapin, secrétaire générale du PCR, Elie Hoarau, conseiller régional de l'Alliance, Paul Vergès, sénateur de l'Alliance, Yvan Dejean, secrétaire général du PCR, Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne et secrétaire général du PCR, et Camille Dieudonné, secrétaire générale du PCR.

Elus de l'Alliance et du PCR avec la direction du PCR ont tenu hier une conférence commune pour mobiliser à l'approche d'une grave crise qui se profile. En 2017, ce sera la fin du prix garanti du sucre réunionnais vendu en Europe. Les usiniers achèteront-ils encore la canne des planteurs? A l'échéance 2017, c'est la plus grave crise économique, sociale, politique et environnementale de l'histoire de La Réunion.

Le PCR et l'Alliance alertent sur la grave crise en préparation. Yvan Dejean revient sur les différentes étapes menant à la crise. Le point de départ est la remise en cause du système des quotas et des prix garantis de l'organisation européenne du marché du sucre. Dans ce système, La Réunion a la garantie de pouvoir écouler 300.000 tonnes de sucre. Si l'industriel ne peut pas vendre toute sa production, l'Union européenne est tenue de lui acheter l'invendu à un prix défini à l'avance et supérieur au cours mondial. Cette démarche fait suite à la condamnation du règlement européen par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suite à une plainte du Brésil, de l'Australie et de la Thaïlande.

En 2006, c'est la publication du règlement 2006-2013. L'Europe en tient

compte car elle prévoit une baisse importante du prix garanti, ainsi que des quotas de production.

Yvan Dejean rappelle que dès cette date, le PCR et l'Alliance n'ont cessé d'alerter l'opinion sur la menace de la fin du quota, et sur la nécessité de s'y préparer. Le PCR et l'Alliance ont été traités de catastrophisme «alors qu'en France, on savait que l'échéance était inéluctable». «10 ans après, l'échéance arrive, l'Union européenne mettra fin aux quotas et au prix garanti en 2017. En Europe, le sucre réunionnais sera en concurrence avec d'une part le sucre de betterave, et d'autre part le sucre de canne produit en Amérique latine. Selon un rapport parlementaire, la différence de coût de production entre le sucre de betterave français et le sucre de canne réunionnais est de 240 euros par tonne, transformation en sucre blanc comprise. Quant au sucre roux, il devra faire face à la concurrence de celui produit en Colombie ou au Pérou, qui ont des coûts de fabrication bien moins élevés.

Téréos continuera-t-il à acheter des cannes ?

Auditionné le 6 mai par les députés

de la Délégation des Outre-mer, Philippe Labro, dirigeant de Téréos Océan Indien avait rappelé que malgré 165 millions d'aide, le sucre de canne n'est pas compétitif. La proposition est de monter les aides à 200 millions d'euros, soit environ 1000 euros par tonne de sucre.

«L'Union européenne va-t-elle tolérer longtemps que la production de La Réunion soit subventionnée à ce point?

Devant les députés, le représentant de l'industriel a été très clair: «avant de renouveler la convention «Canne» avec les planteurs, nous avons besoin d'obtenir des engagements sur le cadre institutionnel de la filière, notamment sur le montant des aides (...) Il va de soi que nous ne prendrons pas l'engagement de leur acheter des cannes si nous ne sommes pas certains de vendre le sucre.»

Pour Yvan Dejean, cela signifie que si le montant des aides n'est pas suffisant pour Téréos, il fermera les usines à commencer par Bois-Rouge. Ce sera la fin de la canne car les planteurs ne pourront plus la vendre et en tirer un revenu.

«C'est au gouvernement de répondre à la condition de Téréos. François Hollande est dans 16 jours à La Réunion, va-t-on assister à la plus grave crise économique, sociale, politique et envi-

Édito

Dans 15 jours, le Président de la République sera de retour. Les gens sont fatigués d'attendre le changement

Si le calendrier est conforme à la rumeur, François Hollande sera à La Réunion, pour la première fois en tant que Président de la République. Avant d'accéder à cette fonction, les Réunionnais ont été aux premières loges pour l'aider à gravir les différentes étapes. A notre connaissance, peu de Régions lui ont apporté le score réunionnais qui dépasse largement la sempiternelle division gauche-droite. En effet, près de 72% des suffrages exprimés se sont portés sur sa candidature. Ce serait prétentieux et manipulateur de considérer ce pourcentage comme celui de la gauche.

Les électrices et les électeurs étaient fatigués de supporter la situation sociale tendue qu'ils connaissaient. Ils ont cru en Hollande qui prônait le changement. Ils ont réagi ainsi compte tenu des engagements publics du candidat dont le PCR a fait une large diffusion. Au-delà, du slogan «le changement maintenant», il a détaillé le contenu très spécifique pour La Réunion. Témoignages a mené une campagne très active. Pour les détails, il suffit de se rendre sur internet pour retrouver les images de cette visite ainsi que les commentaires du candidat.

C'est dire si son déplacement jusque chez nous est très attendu, dans 15 jours. Faut-il mettre en garde les organisateurs de cette visite contre les méthodes d'un autre âge consistant à couper le Président du monde qui lui avait fait confiance. A ce jour, aucun Député (hommes et femmes), membre de la majorité présidentielle ne lui a proposé quoi que ce soit. Depuis, 2 ans, ils perçoivent de confortables indemnités sans faire avancer le moindre dossier, alors qu'ils

avaient bien profité de la dynamique présidentielle.

Aucun n'a informé la population de l'imminence de cette visite. Mais surtout, personne ne s'est préparé à ouvrir les débats qu'attendent les Réunionnais. Jamais la responsabilité des Députés n'a été aussi grande. Rappelons que dans notre système électoral, le Président se fait élire directement puis il a besoin d'une majorité de Députés pour faire avancer son programme. A La Réunion, les 7 Députés sont archi connus. Ils ont strictement rien fait lors de la visite préparatoire de Mme Pau-Langevin et Cazeneuve, laissant le Président monter au front sans filet.

L'intersyndicale s'organise pour l'évènement. Leurs dirigeants en ont parlé. Les jeunes de l'Ajfer vont aussi manifester leur mécontentement. Les planteurs de cannes n'ont plus d'autres recours que d'interpeler le Président. Le monde de l'entreprise va également faire le forcing pour être reçu et faire connaître son désarroi. Sur le plan politique, le PCR a déjà dit qu'il réunit les directions des sections le 20 juillet et décidera en conséquence de la marche à suivre. Il ne faudrait pas qu'à l'irresponsabilité du gouvernement et de sa majorité parlementaire s'ajoute encore l'échec d'une visite de la dernière chance, si tant est qu'on puisse parler de chance face à une société au bord de l'asphyxie. Les gens sont fatigués d'attendre.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Le Gol sera-t-elle la dernière usine en 2018? Sans les aides, c'est une certitude.
(photo Toniox)

ronnementale de La Réunion», conclut Yvan Dejean.

Bois-Rouge va fermer

Paul Vergès explique comment cette crise arrive à La Réunion. Les producteurs de sucre réunionnais ont droit à un quota depuis longtemps, avant la seconde guerre mondiale. Mais dans la filière, c'était la grande propriété foncière qui dominait l'industriel depuis le lancement de la monoculture de canne après la perte de Saint-Domingue pour la France. Cela se traduisait par une règle dans le partage des bénéfices: les deux tiers pour celui qui plante la canne et qui en reste le propriétaire, un tiers pour l'usinier, considéré comme un façonnier. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'objectif est de concentrer les usines. La première cible est l'usine de Quartier français car son propriétaire n'avait pas de

terre à canne. Une bataille est lancée. Les communistes arrivent à réaliser l'union des planteurs et de l'usinier pour sauver Quartier français. L'industriel a alors concédé d'importantes avancées aux planteurs: 75% des revenus du sucre, le règlement définitif de la campagne l'année suivant la récolte, l'avance de démarrage à 80%. La réponse aux avancées de Quartier français est venue de l'accord entre la Fédécanne et les autres usiniers. Cet accord dit que le planteur de canne n'en est plus propriétaire, mais qu'il vend une matière première. C'est l'industrie qui domine le planteur. L'industrie se concentre dans 2 usines, arrive alors la mondialisation. Pour Paul Vergès, la différence de coût de production entre le sucre réunionnais et ses concurrents «est la certitude de l'impossibilité de faire face». Le système du contingent en France et du quota en Europe ont généré toutes sortes d'aides, rappelle Paul Vergès, mais cela va être interdit. Les usiniers sont très clairs, «ils sont prêts à ne

plus acheter de la canne».

Paul Vergès pose alors la responsabilité des députés. «Sont-ils prêts à faire reculer l'OMC?». Ils étaient présents lors de l'audition du responsable de Téréos, de retour à La Réunion ils ne disent rien, constate Paul Vergès, «c'est de la non-assistance à personne en danger».

«Si on n'arrive pas à sauver les planteurs, que fait-on des 25.000 hectares livrés à l'érosion, des ouvriers d'usine, des transporteurs, des commerçants», poursuit Paul Vergès tout en rappelant la brièveté du délai avant l'échéance: «c'est dans trois ans». Paul Vergès donne rendez-vous en 2017: «Bois-Rouge va fermer»

Conditions réunies pour le rassemblement

Le sénateur souligne que les conditions sont réunies pour le rassemblement. Toutes les communes sont concernées, ainsi que de nombreux secteurs. La canne, ce sont 10.000 emplois directs, et 20.000 indirects soit un total de 30.000.

François Hollande vient à la fin du mois. S'il ne parle pas de la canne, alors ce sera la condamnation à mort, estime Paul Vergès. S'il ne dit pas «nous garantissons les aides» alors c'est fini. Ce sont trois siècles de production de cannes à La Réunion qui vont se régler, précise-t-il en substance.

L'heure est donc à la mobilisation la plus large et la plus efficace, ou l'échéance 2017 sera la plus grave crise économique, sociale, politique et environnementale de l'histoire de La Réunion.

M.M.

900 emplois en danger à Sainte-Suzanne

Maurice Gironcel a expliqué les effets de la crise à Sainte-Suzanne. 245 exploitations et 900 personnes vivant de la canne à sucre, 1.516 hectares soit 86% de la surface agricole utile, un tiers du territoire communal est planté en canne à sucre.

3.800 personnes sont déjà privées d'emploi à Sainte-Suzanne, la fin de la canne ce sont 900 demandeurs en plus.

Ces travailleurs solliciteront sans

doute le CCAS. Autrement dit, les besoins financiers de la commune augmenteront au moment où les dotations de l'Etat diminuent.

«Plus que jamais, la mobilisation est nécessaire, tous les maires sont concernés. Nous allons demander à l'Association des maires une rencontre afin que nous puissions discuter d'une décision commune», conclut le maire de Sainte-Suzanne.

Effets sur la Région

Elie Hoarau constate que c'est le Conseil régional qui devra assumer l'ensemble des conséquences de la catastrophe. L'élu souligne que la nouvelle décentralisation va concentrer à la Région les compétences économiques.

Pour Elie Hoarau, «il faut prendre au sérieux cette alerte, les Réunionnais doivent se réunir et anticiper cette catastrophe».

Fin de la conférence sociale

Succès pour les uns, échec pour les autres

Au lendemain de la conférence sociale, les avis divergent sur le résultat de la conférence sociale, organisée lundi et mardi. Pour le Premier ministre, Manuel Valls, il ne s'agit que d'un «geste ponctuel», alors que ce dernier est la raison de la fronde des syndicats, qui lui reprochent de tout céder au patronat.

Gagnant ou perdant, la conférence sociale aura été une vitrine pour le gouvernement, afin de mettre en avant le dialogue social cher à François Hollande. En effet, selon les observateurs, aucun changement n'aurait été annoncé à la sortie de cette conférence. Le pacte de responsabilité étant déjà engagé et les mesures en faveur des entreprises consolidées, notamment par la dernière décision de Manuel Valls de simplifier le code du Travail et de reporter le compte de pénibilité.

Un chaos politique

En dépit de l'optimisme de Manuel Valls, pour qui un «refus prolongé» du dialogue social serait «une posture incompréhensible», il a assuré qu'il n'y avait aucun «retrait de toute négociation, de tout échange avec l'Etat, même si j'ai entendu une critique globale du pacte de responsabilité et de la politique du gouvernement».

Pointant du doigt les absents, il a déclaré lors de son discours de clôture de la conférence sociale qu'«il y a eu dialogue» entre le gouvernement et les organisations patronales et syndicales. Pourtant, depuis 2012, Force Ouvrière et la CGT sont en opposition au gouvernement, en raison du pacte de responsabilité, qui offre d'importants avantages au patronat et qui va à l'encontre des salariés et sans création d'emploi. Cependant, le fait nouveau reste la position de la CFDT, proche du parti présidentiel, qui a évoqué une «rupture» dans le dialogue social. C'est le signe d'un tournant.

Sur le plan politique, la tension reste vive et se généralise, le président de l'Association des régions de France (ARF), Alain Rousset, a lui aussi quitté une table ronde, pour semblerait-il marquer son mécontentement, «parce que l'ARF n'avait pas encore la parole», a expliqué une source à l'Agence France Presse. Ce n'est sans compter la dissidence au sein du Parti Socialiste, après les 100 jours passés par Manuel Valls à Matignon.



Manifestation des syndicats le 1er mai, pour l'emploi et contre l'austérité. Pas sûr que la feuille de route de la conférence sociale puisse répondre aux revendications.

Aides en cascades pour les entreprises

Dans son discours d'ouverture, lundi 7, le président de la République a annoncé l'ouverture d'une négociation en septembre pour «lever tous les blocages», le Premier ministre a annoncé de nouvelles «mesures financières» pour «réussir la rentrée de l'apprentissage».

Pour permettre de rassurer les entreprises et les formateurs, le gouvernement a annoncé que «200 millions d'euros supplémentaires seront dégagés et votés dès la semaine prochaine». Il s'agit selon le Premier ministre de permettre d'«étendre le potentiel des employeurs d'apprentis et inciter des chefs d'entreprise à recruter pour la première fois un apprenti».

Une aide de 1.000 euros par jeune sera aussi mise en place pour les entreprises dans les secteurs professionnels où un accord de branche aura été conclu. Le but est d'inciter fortement

les chefs d'entreprise à prendre des apprentis. Cette enveloppe «s'ajoutera aux aides existantes dans les TPE», a déclaré le premier ministre.

Concernant le pouvoir d'achat, Manuel Valls a refusé de parler de politique d'austérité, assurant que le gouvernement allait concéder un allègement de cotisations pour plus de 5 millions de salariés et une baisse des impôts pour 3,7 millions de ménages. Cependant, l'absence de contrepartie pour le patronat énerve les syndicats.

Lors de son intervention, Manuel Valls a invité «à faire confiance aux entreprises, qui créent de la richesse et de l'emploi». Pour Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, le dialogue social «est unilatéral et il n'y a pas de place pour les désaccords. Il est impossible de rediscuter du pacte de responsabilité et cela fait trois fois que nous réclamons une table ronde sur les services publics sans être entendus».

Céline Tabou

SIDELEC**Maurice Gironcel rencontre le nouveau Directeur Régional d'EDF**

Maurice Gironcel, président du SIDELEC Réunion et Michel Magnan, directeur régional d'EDF.

Maurice Gironcel, président du SIDELEC Réunion a rencontré ce mercredi à Sainte-Suzanne le nouveau directeur régional d'EDF, Michel Magnan, qui prend ses fonctions à La Réunion.

La rencontre de mercredi a été l'occasion pour le président du SIDELEC Réunion et le nouveau directeur régional d'EDF de témoigner la volonté d'un partenariat plus fort et de poursuivre le travail en commun des acteurs essentiels de l'île en matière d'énergie.

Lors de cet échange, les dossiers essentiels ont été abordés, notamment la pérennisation de la fourniture d'électricité à Mafate et la prise en compte de la situation sociale de la société réunionnaise afin de pouvoir accompagner au mieux les foyers en situation de précarité énergétique avec le dispositif TPN (Tarif Première Nécessité).

Il s'agit pour les deux acteurs de l'énergie électrique de poursuivre le programme déjà engagé et d'avoir des perspectives d'ouverture sur les projets communs tels que l'autonomie énergétique et la maîtrise de la demande en énergie.

Election en Indonésie, deux vainqueurs

Les deux rivaux à la présidentielle indonésienne, le gouverneur de Jakarta, Joko Widodo et l'ex-général Prabowo Subianto, se sont déclarés vainqueurs de l'élection, mercredi. Un scrutin crucial depuis la chute du dictateur Suharto, il y a 16 ans, alors que les estimations placent Joko Widodo en tête.

Près de 190 millions d'électeurs dans cet immense archipel de 17.000 îles et îlots étaient appelés à choisir entre Jokowi et Prabowo. D'après des enquêtes réalisées par plusieurs instituts de sondage, cités par l'AFP, selon le décompte des bulletins de vote, Joko Widodo, surnommé Jokowi, recueille près de 53% des suffrages contre environ 47% pour son rival.

30 minutes après la clôture des bureaux de vote, Jokowi s'est déclaré vainqueur, sur la base d'estimations très fiables, et très proches des chiffres officiels. «Les résultats montrent pour le moment que Jokowi-JK l'emportent», a indiqué Jokowi lors d'une conférence de presse, en référence à son candidat à la vice-présidence, Jusuf Kalla.

Cependant Prabowo Subianto a refusé d'annoncer sa défaite en déclarant peu après que lui-même et son candidat à la vice-présidence, Hatta Rajasa, «avaient reçu le soutien et un mandat des électeurs d'Indonésie». Face à cette position, un porte-parole de l'équipe Jokowi, Anies Baswedan, a appelé Prabowo à se comporter

comme «un homme d'Etat».

Confrontation d'instituts de sondage

Selon Anies Baswedan, «pour moi, tous les instituts de sondage crédibles ont déclaré notre victoire avec une différence d'au moins cinq points». Depuis la chute de Suharto en 1998, la situation est sans précédent en Indonésie. Les deux seules élections présidentielles organisées au suffrage universel direct avaient été remportées par l'actuel chef de l'Etat, Susilo Bambang Yudhoyono, élu en 2004 puis réélu en 2009.

Bambang Yudhoyono n'a pas pu se présenter aux élections, car la Constitution interdit de se représenter après deux mandats de cinq ans. Ce dernier a tout de même appelé mercredi les équipes des deux candidats à faire preuve de «retenue» et à «ne pas organiser de manifestations de déclaration

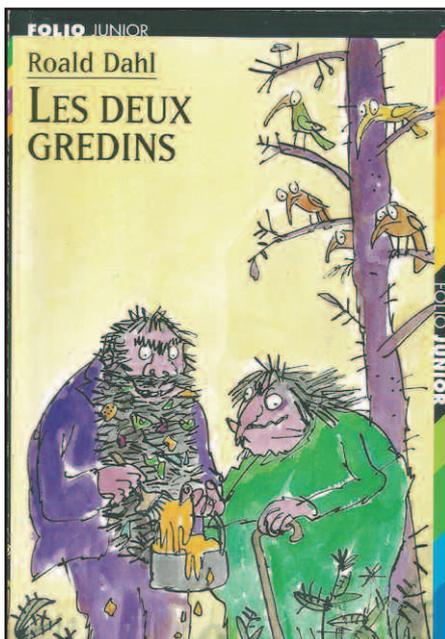
de victoire jusqu'à l'annonce des résultats par la commission électorale», les 21 et 22 juillet.

D'un côté, Jokowi est considéré par ses partisans comme le candidat qui poursuivra les réformes démocratiques de l'ère post-Suharto (1967-1998). De l'autre, Prabowo est un ancien gendre de Suharto qui a reconnu avoir enlevé des militants pro-démocratie à la fin de l'ère Suharto. Joko Widodo a soulevé l'espoir d'une nouvelle classe de dirigeants politiques, restée gouvernée par une élite issue de l'époque de Suharto. A contrario, son opposant s'est présenté comme un dirigeant à poigne dont l'Indonésie a besoin.

Les programmes des deux candidats sont similaires: la lutte contre la corruption endémique et l'aide aux plus démunis. Dans un pays où près de la moitié des 250 millions vit avec moins de deux dollars par jour, le problème semble crucial dans cette élection.

C'en est trop!

Grilles de lecture



Les Deux Gredins de Roald Dahl (illustrations Quentin Blake), en Folio Junior.

La doctrine de Zoroastre, mage persan du VII^e siècle avant notre ère, présente le monde comme le lieu de l'affrontement entre deux forces contraires: celle d'Ormouzd, dieu du Bien, de la Lumière, et celle d'Armane, le dieu du Mal, le Gouffre. Et, dans cette confrontation infinie, le dieu Mithra est présenté comme «le Médiateur», il occupe le plan médian, usant de son pouvoir pour repousser sans cesse la ligne d'affrontement entre le mal et le bien.

Le conte pour enfants s'inscrit dans une vision mazdéiste du monde: le bien et le mal s'y affrontent, toutefois à l'intérieur d'un cadre soumis au moule hyperbolique du merveilleux. Dans ce schéma, Mithra figure à la fois le conteur et le héros (ou l'héroïne): passeurs qui prennent en main l'enfant-lecteur pour l'accompagner du mal (commencement du conte) au bien (finalité du conte), nochers dirigeant la barque identificatoire qui traversent, le temps de la lecture, un Léthé, un oubli qui met entre parenthèses la confusion (panique) du monde. Le conte des Deux Gredins de Roald Dahl n'échappe pas à cette tradition du conte de fées où les personnages ne sont pas ambivalents: «ils ne sont pas à la fois bons et méchants, comme nous le sommes tous dans la réalité. De même qu'une polarisation domine l'esprit de l'enfant, elle domine le conte de fées», souligne Bettelheim.

Cette bipolarisation est très souvent renforcée par le dogme de la physiognomonie. Cette antique conception de l'homme, scientisée par Lavater au XVIII^e siècle, est définie comme «connaissance du rapport qui lie l'extérieur à l'intérieur, la surface visible à ce qu'elle couvre d'invisible». De la sorte la méchanceté est corroborée par la laideur, le gentil irradie de beauté. Dogme auquel l'âge adulte devra tordre le coup avec souvent réticences et difficultés. Le conte de Roald Dahl s'inscrit parfaitement dans cette tradition, les personnages dès l'entrée du conte, sont ainsi particularisés à l'occasion d'une première présentation, statique – la seconde étant dynamique, et il en tire l'enseignement suivant: «La méchanceté et l'égoïsme se lisent aussitôt sur un visage. Si un individu est méchant et égoïste tous les jours de la semaine pendant des années, il devient si vilain qu'il est impossible de le regarder sans frémir.» Il poursuit habilement: «En revanche, une personne bonne et généreuse ne peut en aucun cas être laide. Vous pouvez avoir un nez en pied de marmite, une bouche en accordéon, un triple menton, des dents de lapin, mais si vous êtes bon et généreux, votre visage rayonnera et tout le monde vous trouvera beau.»

L'éditeur des Presses Universitaires de France avait lancé, naguère, une collection qui avait pour titre: «Le texte rêve», dont l'objectif était de soumettre à la lecture psychanalytique des œuvres littéraires. D'autres lectures, une infinité d'autres sont possibles.

Nous pouvons recourir à la grille que nous tend Platon afin de vérifier en retour la définition qu'il donne des notions du bien et du mal. Plutarque, dans *De Iside*, rapporte au paragraphe 48, que le philosophe donnait aux deux principes contraires du bien et du mal, à l'un le nom de «toujours le même», et à l'autre, celui de «tantôt l'un tantôt l'autre».

Cette définition pourrait induire que le bien est statique et le mal dynamique, mais ce serait un contresens puisque Platon y ajoute un autre paramètre: il précise que les mots (en grec) comprendre, le bien, la vertu, viennent des mots aller, je cours, et je coule, et que réciproquement, les mots qui ont un sens contraire, désigne ce qui arrête le mouvement de la nature, l'entrave, l'enchaîne, le gêne et l'empêche de se mouvoir et de s'élaner: ce sont les mots

vice, hésitation, lâcheté, découragement. Dans *Le Cratyle*, le philosophe désigne ainsi l'intelligence comme un devenir sans cesse. Comprendre exprime, dit-il, que l'âme marche de concert avec les choses et le mot vertu signifie «ce qui coule toujours, sans contrainte et sans obstacle».

À l'instabilité du mal s'oppose la cohérence du bien, à cela vient s'ajouter le cours des choses que le premier vient altérer, et que le second incarne.

Une analyse rapide montre que «Les Deux Gredins» correspond aux définitions platoniciennes du bien et du mal. Si l'oiseau arc-en-ciel, et les singes font Un devant la méchanceté des deux gredins, l'attitude de compère et mère est diverse et opposée, leur réaction est tordue et foisonnante. Ils sont «l'un et l'autre» dans la mesure où ils allient intelligence et bêtise, où ils appliquent leurs mauvais tours sur eux-mêmes, où ils se trompent mutuellement. Ils sont «l'un et l'autre» dans la mesure où leur méchanceté leur retombent dessus et que leurs «blagues atroces» les concerne tout autant, dans la mesure enfin où leur méchanceté nous ravit, nous émeut, nous effraie, et nous fait rire.

Leurs aspirations et leurs actes s'opposent d'autant plus à la bonne marche des choses qu'ils tiennent enfermés des singes, et qu'ils les contraignent à toutes sortes de postures qui ne leur sont pas naturelles. «Dans ce cirque, les singes exécuteraient tous les numéros tête en bas. Ils devraient danser, jouer du football et se tenir en équilibre les uns sur les autres, tête en bas (Bob l'Acrobate au-dessous et le plus petit singe au-dessus.) Ils devraient même boire et manger tête en bas, ce qui n'est guère facile». Ils aimeraient que les bêtes singent les hommes pour sans doute mieux singer la bête. Les deux gredins cherchent – sans le pouvoir vraiment- à se débarrasser de toute leur humanité.

Bref, en tous points la théorie platonicienne correspond à la fonctionnalité du conte.

Mais d'autres entrées seraient possibles, lectures symbolistes, à partir de la dialectique du haut et du bas, avec le renversement humanité-animalité (la voie de l'intelligence, paradoxale, pouvant mener au pire).

Quant à la dualité du bien et du mal, il y aurait d'autres chemins à emprunter, suggérés par d'autres penseurs antiques. Prenons Anaxagore, il nomme l'Intelligence, le principe du bien, et celui du mal, Infini. Quant à Aristote, il désigne le premier la «forme», et l'autre, la «privation»...

Otè!

Ki la di a zot Brézil i sar gagné? Zot lé sur? a moin pa tro!

Si zot la u la possibilité ogard lo matsh Brézil-Almagn ier soir, ou so matin gran matin (ék dékalaz orèr), zot la du antann bann kronikèr sportif dir i ta d bêtiz avan lo matsh! Inkroyab! Ou pé avoir inn préférans, in soué, inn espérans; mi di pa ou na pa lo droi éksprime a ou si sak ou voudré, ou préférerè ki gagn; mé de la, asuré, insisté, an tan ke zournalis, mi estim ou devré avoir inn atitud plito neutr, ou na poin po donn analiz orienté!

Or ier, i parl riink Brézil, Brézil, Brézil; i fé koz zouèr da Silva, lo kapitèn suspendu; bann zouèr i armontr ankor la foto ék lo non Neymar, lot zouèr atakan ke té zoué pa; pokoué tout so propagann si in sél koté?

Pandan so tan, i domann pa ariin Klauze, Muller, ou Lam, anfin bann zouèr alman; konm si zot té i égzist minm pa!

Zournalis i vé fé pansh lopinion lo monn antié ke sé le Brézil touzour pli for, touzour gagnan, la védèt dé védèt an football.

Otè, mé nou ke nou lavé vu koman lalmagn la bat la Frans 1-0 (o bou de 10 minut) é ke malgré no Karim Benzema, Mathieu Valbuena, Patrice Evra, la Frans la pa giny mét in balon dann filé zalman; nou lavé vu koman so lékip té i démerd bien!

Koman nou té pé aksèp sa?

Zournalis lé pa objektif!

La Zournalis Brézilièn té ankor pli réalis ke lo bann kamantatèr fransé!

Lamantab; moin la ont in shén télé publik i pran parti po in koté plito ke lot!

Koué na ladsou? Mi espèr la poin ankor podvin, dosout tab; koripsion!

Moin lé a damandé si j péy pa zot po zot anons in koulèr plito kin not!

Aprè, ké désépsion! Évidaman, ou la fine prépar tout do moun : « Braziou i giny ! » 1-0; 2-0; 3-0; 4-0; 5-0; 6-0; 7-0; in moman ou noré pu kroir in matsh andbal (ék Richardson)!

Ankor éré la giny mark inn ti bu dernière minut po sov lonèr, sinon, gouté zot té i giny pa!

Ki la di a zot Brézil té sar gagné? Zot lé sur? A moin pa tro!

Justin